

les Canadiens et exerceront une profonde influence sur notre économie.

C'est faire preuve de myopie que de se féliciter de l'état actuel de l'économie canadienne. Comment peut-on se vanter de la situation économique et des progrès que nous réalisons, lorsque le chômage augmente d'une année à l'autre? Les anciennes doctrines économiques nous disaient que l'inflation et le chômage se succédaient. Cependant, l'actuel gouvernement est parvenu à les provoquer simultanément à plusieurs reprises sans espoir apparent d'en supprimer l'un ou l'autre. Il y a bien trop de pauvreté dans la société juste, bien trop d'inégalités entre Canadiens et entre régions du Canada.

Il se trouve que la région d'où je viens subit les angoisses et les injustices des disparités régionales. L'Île-du-Prince-Édouard, province par ailleurs si favorisée, se trouve maintenant dans la situation peu enviable d'avoir le taux de chômage le plus élevé de toutes les provinces. Nous avons même dépassé Terre-Neuve. Le taux pour mars était de 16.2 p. 100, et à cela vient s'ajouter l'indice du coût de la vie, dont certains chiffres viennent de me parvenir aujourd'hui, accusant, pour Charlottetown, en prenant janvier 1969 pour 100, un indice de 114.5 pour avril 1972. Comparez avec une autre région, celle du whip de mon parti, renommée pour le coût élevé de la vie, où l'indice est de 109.8 et une autre ville de l'Atlantique, Halifax, où il est de 106.7. Nous subissons donc les effets de l'inflation et du chômage à la fois, singulièrement pénibles pour ceux qui doivent les supporter simultanément. Il m'est donc très difficile d'affirmer à la population de l'Île-du-Prince-Édouard ou de la région atlantique que jamais ils n'ont été si favorisés. Demandez à la jeunesse du Canada où en sont les choses à l'heure actuelle. Demandez à nos diplômés qui, par milliers, sortent de nos excellentes universités. Demandez-leur si notre économie se porte bien. L'autre jour, parlant à un jeune étudiant, je lui ai demandé: «Avez-vous formulé une demande auprès d'un bureau du ministère de la Main-d'œuvre en vue d'obtenir un emploi?» Et il m'a répondu: «Vous badinez! je m'y suis présenté 45 fois.»

Certains orateurs ont fait grand cas cet après-midi des divers programmes, notamment Perspectives-Jeunesse et celui des initiatives locales qui offrent certes quelque chose et, vu le niveau si élevé du chômage, nous ne pouvons pas ne pas les accepter. Mais qu'advient-il lorsque les six ou sept semaines seront écoulées? Qu'advient-il lorsque, après avoir dépensé 38,000, 58,000 ou 78,000 dollars, les 12, 13 ou 15 emplois tomberont à l'eau à la fin du projet? Ce sont là de simples palliatifs. C'est tout à fait insuffisant pour les centaines de milliers de Canadiens, les jeunes surtout, qui réclament des emplois. Nous savons tous qu'on a refusé beaucoup plus de projets, probablement d'une utilité et d'une valeur réelles, qu'on n'en a accepté.

• (1640)

Nous avons eu des discussions à la Chambre au cours du débat, sur la question générale de la disparité régionale. Si l'on examine froidement et objectivement les statistiques—bien qu'il me soit difficile d'être objectif—on constate que le fossé ne se comble pas. Plusieurs indices économiques importants montrent qu'il se creuse, que la situation s'aggrave. Pourtant, pratiquement tout le pays constitue une région désignée. Je suppose que c'est en partie ce qui fait que lorsque une règle spéciale acquiert un caractère général, il ne reste rien de bien spécial.

L'intervention du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) m'a beaucoup intéressé; ce budget l'a

rendu euphorique à un point qui frise la surexcitation. Il pense que c'est un des budgets les plus remarquables qui ait jamais été présenté. Le 15 mai, comme en fait foi le hansard à la page 2259, il a dit:

Selon ceux qui sont en mesure de juger, le Canada ne le cède à aucun autre pays du monde pour l'expansion économique et la lutte contre l'inflation.

Il a donc parlé de lutter contre l'inflation. Dans un autre accès de modestie, il a dit un peu plus tard:

Depuis trois ou quatre ans, nous remportons des succès sans précédent.

Il a ensuite dit que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) a bien défendu les intérêts de l'industrie canadienne à l'étranger bien qu'il ait dit auparavant que si des Oscar avaient été décernés aux pays qui ont le meilleur rendement, le Canada en aurait obtenu un. Il aurait pu être moins timide et dire que le Canada les aurait obtenu tous. En d'autres mots, on ne peut pas dire que les propositions des ministres sont modestes.

J'ai trouvé intéressant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures intervienne avec tant d'énergie à l'appui de son collègue le ministre des Finances. Après avoir un peu réfléchi, j'en ai conclu que ce n'était pas tellement bizarre, à vrai dire, car c'est précisément à l'étranger qu'ont surgi certains de nos problèmes les plus graves. Les événements à l'étranger nuisent à notre économie nationale. Là où j'ai constamment trouvé à redire et me suis continuellement prononcé contre le gouvernement actuel, c'est à propos des perspectives énoncées dans le Livre blanc sur la politique étrangère au service des Canadiens. Les honorables députés se rappelleront le passage suivant au chapitre «De la nature de la politique étrangère»:

Depuis qu'il a entrepris cette revue, le Gouvernement a été sans cesse conscient de la nécessité—et de son devoir—de choisir avec soin les grands objectifs, les grandes orientations et les grandes priorités qui doivent présider à la défense des intérêts nationaux et à l'illustration des valeurs nationales, dans un monde où les mutations rapides et parfois brutales sont la règle et non l'exception. Comme tout les États, le Canada doit agir à partir de ses objectifs et de ses intérêts tels que lui-même les conçoit. L'action à l'étranger doit émaner directement des politiques nationales établies au Canada et servir les mêmes fins. Les relations diplomatiques sont établies et multipliées pour bien des raisons: par exemple, l'expansion commerciale, la sécurité collective, les échanges culturels, la coopération au développement, les échanges scientifiques et techniques.

Il faut donc réévaluer périodiquement leur utilité en fonction des objectifs du Canada. Ceux-ci peuvent varier suivant l'évolution du pays et celle du monde. La politique étrangère est donc essentiellement le résultat de l'évaluation par le Gouvernement des objectifs et des intérêts nationaux et leur réalisation dans le milieu international. Elle est le prolongement de la politique nationale à l'étranger.

Je ne le pense pas. Je pense que la politique étrangère est bien plus que cela. Comme membre policé, responsable et nanti de la communauté internationale, notre pays doit considérer la politique étrangère comme bien plus qu'un simple prolongement de la politique nationale à l'étranger.

Dans le débat, on oppose aussi ce qui est mouvement et ce qui n'est pas mouvement externe. Les événements et les décisions externes ont un effet, parfois préjudiciable, sur notre économie nationale. Je pense que c'est l'une des graves lacunes de notre économie actuelle. Lorsque nous aurons un débat sur notre politique étrangère, j'aimerais faire des remarques sur le «néo-Mackenzie Kingisme», qui y est dominant mais je m'inquiète davantage aujourd'hui de la déclaration du sous-ministre du Commerce en Tchecoslovaquie, selon laquelle le Canada devrait y vendre